

La vérité brutale me semble la suivante: Voici qu'après avoir encouragé les gens à s'engager en grand nombre dans l'agriculture, le besoin de cette catégorie de travailleurs devient de moins en moins impérieux. Voilà toute la cruauté du système qui vise à étouffer, par la seule inégalité des forces en présence, ceux qui sont absolument sans défense.

Je dis qu'on n'a pas le droit de réduire les subventions inconsiderément. J'affirme qu'on doit assumer ses responsabilités jusqu'au bout et déclarer sans ambages que l'agriculture n'est plus ce qu'elle était, qu'elle est rémunératrice pour un tout petit nombre d'agriculteurs seulement et que, quant aux autres, ils devraient l'abandonner. Le gouvernement devrait reconnaître qu'il est l'unique responsable de la précarité de la situation et qu'il lui faut sans retard investir des sommes énormes pour permettre aux agriculteurs de se recycler.

En un mot, la société juste ne peut souffrir plus longtemps cette politique agricole qui perdure à travers les régimes politiques.

L'agriculture est infiniment plus sophistiquée qu'on a voulu le laisser entendre et il est probable qu'une partie de ceux qui devront quitter la terre ne pourront pas s'adapter davantage à la société industrielle. Cela ne rend que plus terrible la responsabilité des gouvernements.

J'ouvre ici une parenthèse pour dire que ce n'est pas seulement malhabile, mais aussi indécent de taxer davantage les cultivateurs de l'Est en même temps qu'on aide davantage ceux de l'Ouest. Les deux ont besoin d'aide et il est, à mon avis, particulièrement fallacieux de déclarer que les subventions versées à l'Est du pays, au point de vue de l'industrie et de l'exportation sont plus considérables que celles données à l'Ouest. Il s'agit de la classe agricole. C'est à elle qu'il faut penser, et ce sans toujours tenir compte des sommes d'argent versées à d'autres secteurs de l'économie.

En un mot, je voudrais que le gouvernement déclare qu'il est le seul responsable relativement au marasme actuel. Si une population doit être recyclée, ce n'est pas en tapant dessus qu'on y parviendra. La société juste commande que cette même société paie le coût de réparation de l'aiguillage défectueux. Il ne faut pas dire aux cultivateurs qu'ils vivent forcément en marge de la société d'abondance et qu'ils doivent subir seuls leur infortune.

• (2.50 p.m.)

En toute amitié, mais avec force, je demande au ministre de l'Agriculture (M. [M. De Bané.]

Olson) de convaincre le cabinet qu'il ne suffit pas de reconnaître que la responsabilité d'un secteur de l'économie est lourde à assumer, mais surtout qu'il reconnaisse que le recyclage constitue la première responsabilité du gouvernement, d'autant plus que l'histoire nous apprend que ceux qui se sont adonnés à la culture de la terre l'ont fait grâce à l'encouragement des gouvernements.

Actuellement, on constate que les gouvernements fédéral et provinciaux hésitent à dire aux agriculteurs que seulement un petit nombre d'entre eux peuvent vivre de la terre. Ils hésitent à dire qu'ils sont pleinement responsables de cette situation et qu'ils paieront entièrement le coût de leur recyclage.

Enfin, je voudrais dire que, désormais, l'agriculture ne sera rentable que pour ceux qui pourront gérer leur entreprise avec tous les moyens «sophistiqués» que notre ère reconnaît et, en ce sens, il me semble impérieux que le gouvernement fédéral songe non seulement à verser des subventions, mais également à venir en aide, par l'entremise d'experts, à ceux qui continueront d'exploiter leur entreprise.

Enfin, je voudrais féliciter le ministre des diverses mesures qu'il a prises dans d'autres domaines connexes. Je suis toutefois incapable de ne pas regretter la démagogie dont l'opposition a fait preuve, particulièrement l'opposition officielle, en nous gratifiant du triste spectacle de gens qui s'intéressent davantage à exciter la passion qu'à vouloir reconnaître l'acuité des problèmes auxquels le gouvernement doit faire face.

[Traduction]

M. John L. Skoberg (Moose Jaw): Après avoir entendu le ministre, je me demande si le ministre a l'intention de présenter des mesures qui aideront vraiment l'industrie agricole ou si le gouvernement a pour politique de diviser pour régner, à l'égard des Indiens.

Le ministre dit que bon nombre concéderont que certaines initiatives ont été prises dans l'intérêt de l'industrie agricole. Je suis certain aussi que des milliers de producteurs signaleront que le ministère ou le gouvernement n'a rien fait dans certains secteurs qui auraient grand besoin d'aide. Je suis sûr que le ministre d'État (M. Lang) s'est réjoui de ce que la Commission canadienne du blé ait envoyé des demandes de remboursement le 29 mai dernier pour les avances en espèces. J'ai été heureux d'apprendre du ministre aujourd'hui que des directives émises le 4 juin don-